

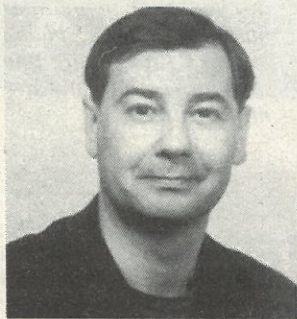
Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 660 - 25 septembre 1997 - Prix 2,50 F



La fête de l'Huma 1997



**Innover
avec les
citoyens
pour
aller de
l'avant**

par Yann
Vince
Membre
du secrétariat
fédéral

● Quatre mois après la formation du gouvernement de la gauche pluraliste, ce qui domine, à l'évidence, c'est surtout les attentes fortes des Français sur les questions essentielles à résoudre : l'emploi, la précarité, le pouvoir d'achat, la santé...

D'ores et déjà, la Fête de l'Humanité l'a confirmé, l'opinion apprécie positivement l'apport original de notre parti, c'est particulièrement le cas pour l'augmentation de 22 milliards de francs de la taxe sur les profits des grandes entreprises et sur les plus values.

Bien sûr, et c'est légitime, il existe chez les communistes des interrogations sur les possibilités réelles de faire bouger les choses dans le bon sens, mais ces questionnements sont mis au service de la volonté forte qui s'exprime d'avancer, que le Parti tienne bien sa place, joue tout son rôle. A nous, ensemble, d'y répondre.

Il faut pour cela une véritable évolution de propositions tangibles, précises, novatrices, à soumettre au débat général afin que les citoyens eux-mêmes soient les acteurs de toute avancée. Pour cela, il faut apprécier positivement le projet de créer 350 000 emplois pour les jeunes dans les secteurs publics et associatifs, en tenant compte de ce qui émerge de nouveau dans cette démarche.

Dans le même temps, il s'agit aussi de ne pas évacuer les contradictions. Notre objectif : contribuer à améliorer tout ce qui peut l'être, sur le terrain en intervenant avec les jeunes, les associations, les syndicats...

Pour réussir la clé est de faire grandir l'intervention citoyenne, de réunir dans des espaces citoyens ouverts, sous des formes évolutives toutes celles et tous ceux qui veulent, ensemble, élaborer et faire aboutir par l'action des solutions neuves, pour bâtir la politique de changement attendue.

805
francs

C'est selon un récent sondage l'augmentation moyenne que les Français revendiquent à la veille de la Conférence sur les Salaires, l'Emploi et la Réduction du temps de travail. Ils sont près d'un quart à penser qu'il faudrait plus de 1 000 francs mensuels.



ACTUALITÉ

LA FÊTE DE L'HUMA

► Festivités, gastronomie et politique au stand de la Loire-Atlantique.

Pages 4 et 5

PRISES DE POSITION

► Sur les principaux sujets d'actualité la Fédération s'exprime

Page 3

ACTUALITÉS LOCALES

► Aux quatre coins du Département

Page 7 et 8

Monnaie unique

Les Français sont lucides

A la question : «Etes-vous favorables ou opposés à la mise en place de la monnaie unique européenne ?», les Français répondent oui à 49 % en avril 1997, alors qu'ils étaient 57 % un an auparavant. Parallèlement, ils sont 44 % à y être opposés alors qu'ils étaient 37 % en avril 1996.

En même temps, monte un sentiment d'inquiétude face à cette échéance du premier janvier 1999, comme le montre le sondage du journal économique «La tribune».

Ainsi, 71 % des personnes interrogées pensent qu'elles auront des difficultés lors du passage du Franc à l'Euro en matière de pouvoir d'achat, de niveau des retraites et de protection de l'épargne. Elles pensent majoritairement que l'Euro aura des effets négatifs sur l'emploi.

«Pour la première fois, note Stéphane Rozès de l'Institut CSA, on voit apparaître dans les sondages, un recul du sentiment que la France a jusqu'à présent, bénéficié de la construction européenne». «Les Français, dit-il, appellent désormais de leurs vœux, une relance de la croissance même au prix d'une augmentation des déficits. Et ils ne veulent de la monnaie unique que dans la mesure où elle n'engendre pas de nouveaux sacrifices».

Les Français sont lucides et ce ne sont pas les campagnes de communication et «pédagogie active» qui sont à même de leur faire oublier les «contraintes» qui heurtent de plein fouet leur vie et leurs espérances.

«Les citoyens voient le basculement de la société française vers l'Euro comme un saut dans l'inconnu», dit un économiste. Pendant qu'un autre décrit les trois effets concrets de la monnaie unique :

- pression sur les dépenses publiques utiles aux populations,
- sacrifice de l'emploi et du pouvoir d'achat à la guerre économique,
- mise en cause de l'organisation, voire de l'existence de la démocratie locale au profit de centres de pouvoir éloignés des citoyens.

Il est urgent que ceux-ci soient consultés et que rien ne se décide sans eux, voire contre eux.

ROBERT HUE :

EURO = CONSULTATION PAR REFERENDUM

L'Euro se fera-t-il au premier janvier 1999 ? Rien n'est sûr quand on connaît les restrictions de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Suède, le recours au référendum au Danemark et l'hostilité majoritaire de plusieurs peuples d'Europe.

Rien n'est sûr quand on considère les objectifs déclarés du gouvernement français de faire une autre politique conformément aux attentes des Français. Car il faut le dire tout net, comme le fait Robert Hue : «qu'il s'agisse de la Conférence sur l'emploi, les salaires et le temps de travail ou de la préparation du budget, on voit bien comment les critères de Maastricht et les contraintes qu'impliquent le pacte de stabilité pour l'Euro, constituent un obstacle majeur aux avancées que l'on pourrait réaliser».

Cette situation est-elle acceptable en l'état ? Non, disent les communistes qui veulent que la gauche réussisse.

D'ailleurs, pour quelle raison faudrait-il l'accepter ? Les Français ont dit clairement qu'ils voulaient une autre politique. On ne peut admettre que cette autre politique soit contrariée, limitée, voire empêchée pour respecter des décisions prises sans que notre peuple, soit pleinement informé de leurs conséquences et sans qu'il puisse s'exprimer.

Pour les communistes et des millions de nos concitoyens, tout n'est pas tranché, tout n'est pas décidé sans recours possible !

Ce n'est pas pour rien que la pétition pour un référendum sur l'Euro a recueilli 800 000 signatures et que l'opinion française a basculé depuis un an au détriment de la marche à la monnaie unique. Il y a certainement une relation entre les deux.

Ce qui fait dire à Robert Hue à la Fête de l'Humanité : «Il faut un grand débat national sur les objectifs et la nature de la construction européenne à laquelle les Français veulent contribuer. Et nous réaffirmons la nécessité que notre peuple soit consulté par référendum».

SNCF

L'avenir passe par la concertation pour Jean-Claude Gayssot



Le Ministre des Transports, Jean-Claude Gayssot s'est opposé samedi à tout «retour en arrière ou statu quo» à la SNCF, dans une interview accordée au quotidien régional «Midi Libre». «L'idée de base est que les entreprises publiques doivent rayonner, être modernisées et démocratisées. Mais pour la SNCF, l'ouverture du capital ne se pose pas (...). Je ne veux pas de retour en arrière qui équivaudrait à remettre 154

milliards de dettes à la charge de la SNCF», indique le ministre. «Pour bien faire la réforme de la réforme, il faut prendre le temps de la concertation : je vais ouvrir les négociations dès la fin du mois», a-t-il ajouté.

Jean-Claude Gayssot note également qu'«on a besoin de routiers». «Mais, précise-t-il, je crois à la complémentarité des transports; Si on laisse aller les choses, on va à l'asphyxie sur les routes et les autoroutes,

au déclin du rail et à la mort de la voie d'eau. Dès cette année, je vais mettre plus d'argent dans ces deux derniers secteurs». Interrogé sur Air France, le ministre estime que «le dogmatisme est du côté de ceux qui veulent privatiser parce que tout le monde privatise». Selon lui, «une entreprise publique a plus de chances de remplir des missions de service public quand l'Etat, plutôt que le privé, est actionnaire majoritaire».

ALGERIE : horribles tueries et nécessaire solidarité

Jour après jour, après des heures de terreur, les villages Algériens comptent leurs morts.

«En une nuit, ils tuent cent, deux cents, trois cents personnes aux portes d'Alger».

Ils brûlent vifs les hommes, mutilent les enfants à la hache, égorgent les femmes pendant des heures avec calme et méthode sans qu'interviennent les soldats gouvernementaux basés à quelques minutes du lieu des drames : en quelques lignes, dans sa chronique de l'Humanité, Régine Desforges s'interrogeait, quelques jours après la tuerie de Raïs, sur les circonstances de l'un des pires massacres

qu'ait connu l'Algérie depuis que l'horreur intégriste s'abat sur ce pays.

Le peuple algérien vit aujourd'hui une véritable tragédie, soumis au chantage sanglant des groupes intégristes qui manipulent la région et usent du terrorisme le plus sanglant pour s'imposer et pour accéder au pouvoir.

Le terrorisme et l'intégrisme se nourrissent des ravages sociaux et des frustrations issues du sous-développement et du chômage. D'où l'importance d'une coopération contribuant à un véritable développement. La France et l'Union européenne se doivent d'agir en ce sens.

Certes, c'est du peuple algérien lui-même que peuvent surgir les solutions aux dramatiques problèmes actuels. Reste une interrogation : «Ne pourrions-nous pas en France et en Europe nous mobiliser (...) en signe de solidarité avec le peuple algérien ?», suggère Régine Desforges. De nombreuses autres voix se font entendre en ce sens.

Pour leur part, les Communistes Français s'efforcent eux aussi d'agir, notamment en soutenant les progressistes algériens qui luttent avec courage pour une Algérie démocratique, ouverte, moderne.

Sur trois grands dossiers de l'actualité départementale, la Fédération du Parti Communiste Français a donné son opinion. Nous portons à votre connaissance ces déclarations concernant l'énergie et la décision du Premier Ministre sur le Carnet, Donges Est et France Télécom.

LE CARNET / CORDEMAIS

La décision du Premier Ministre d'abandonner tout projet d'implantation d'une nouvelle unité de production électrique nucléaire ou classique sur le site du Carnet, suscite beaucoup d'inquiétudes et d'interrogations. Elle intervient certes après une forte demande populaire mais sans que de réelles informations et débats publics aient eu lieu et sans qu'aucune proposition alternative n'ait été envisagée.

On peut décider de l'avenir énergétique de la France par simple décret car les conséquences à moyen et long terme risquent d'être graves pour le pays.

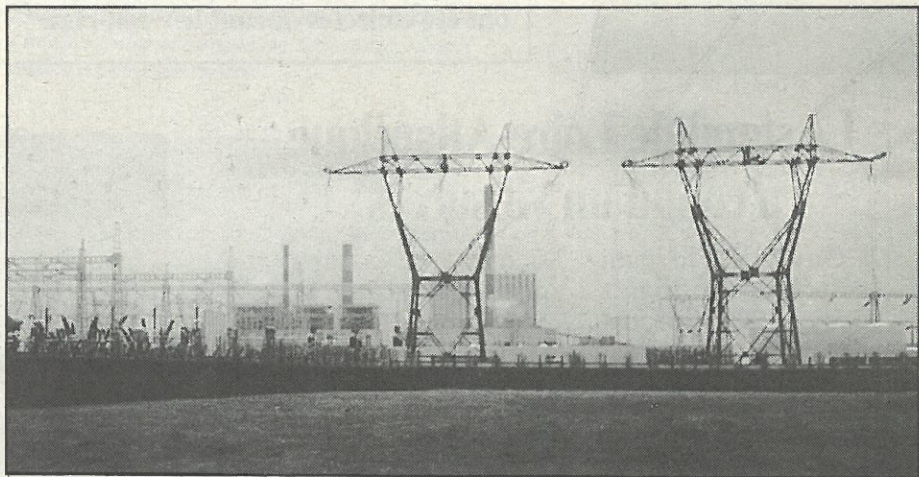
Un large débat est indispensable sur les orientations énergétiques de la France dans le cadre d'une politique de développement, un débat ouvert, constructif qui permette de répondre dans le même temps aux problèmes du présent et de l'avenir auxquels est et sera confronté notre pays, notre région : le Sud Loire.

Dans l'immédiat, les questions concernant la Centrale de Cordemais se posent avec acuité. Opposés à la fermeture des tranches qui avait été annoncée, les communistes considèrent qu'il est indispensable que les tra-

voux d'entretien et de réparations soient immédiatement entrepris.

Les experts craignent des coupures dès l'hiver prochain si les conditions météorologiques ne sont pas bonnes et prévoient que la production nationale ne suffira pas d'ici cinq ans.

C'est pour l'ensemble de ces raisons que les communistes demandent que les décisions qui s'imposent pour répondre aux demandes de consommation et au développement économique soient prises ; afin de ne pas hypothéquer le présent et l'avenir.



L'AVENIR DU PORT PASSE PAR DONGE-EST

La Fédération de Loire-Atlantique tient à faire connaître sa surprise et sa désapprobation face aux propos tenus par le Ministre de l'Environnement, Dominique Voynet, sur le devenir de Donge-Est lors d'un déplacement à la Baule ; sur la nécessité de rediscuter du développement du port sur le site de Donge-Est.

Cette décision n'est pas acceptable car elle s'oppose à une décision prise suite à une concertation par les autorités compétentes qu'elles soient locales ou nationales et elle va à l'encontre du besoin urgent du développement du port.

La question du développement du port de Nantes-Saint-Nazaire est une question clé pour

l'économie de notre département puisque l'estuaire et les industries qui s'y trouvent, constituent le poumon économique non seulement de la Loire-Atlantique mais aussi de toute la région.

Les choix politiques faits depuis des années, ne donnaient pas au port les moyens de son développement et ont été néfastes.

Il est donc urgent que des dispositions soient prises pour répondre aux besoins (celles prises avec Donge-Est vont dans ce sens).

Aujourd'hui, alors que 97 % des échanges se font par voies maritimes et fluviales, les spécialistes confirment que ce type de transport va encore se développer.

Tout retard est donc

pénalisant pour notre économie locale et l'emploi. Le port de Nantes qui est le seul grand port d'estuaire représente en emplois directs et indirects plus de 20 000 emplois.

Il est nécessaire, non pas de suspendre de bonnes décisions mais au contraire de réfléchir au développement possible de nouvelles capacités portuaires en diversifiant les activités portuaires sur l'ensemble des sites de l'estuaire.

Les ports ont une mission de service public et d'intérêt général.

Nous savons que des questions essentielles apparaissent, en particulier celles liées à l'environnement, mais là, encore, il serait nécessaire de

réfléchir de manière plus large, en observant les complémentarités entre voies navigables, le fer et la route.

Il est certainement plus rassurant pour tout le monde de voir des cargos remonter la Loire jusqu'à Nantes que des dizaines de milliers de camions sur

la voie rapide Nantes-Saint-Nazaire.

En ce qui les concerne, les communistes souhaitent que la décision prise antérieurement soit maintenue et que les travaux s'engagent rapidement.



FRANCE-TÉLÉCOM



Nous affirmons, non par doctrine mais à partir de l'expérience, que la privatisation n'est pas et ne peut pas être la bonne réponse.

«Nous pensons que des conditions doivent être créées, notamment par une extension des droits des salariés, pour empêcher qu'une telle privatisation soit la conséquence de l'ouverture du capital d'Air France.

Les entreprises publiques ne sont pas toutes dans des situations identiques et les solutions à trouver sont nécessairement différentes. Concernant France Télécom, la crainte paraît légitime qu'une mise sur le marché de 20 % du capital de cette entreprise puisse conduire à une privatisation partielle pouvant ouvrir la voie à la main mise des marchés financiers et de leurs exigences de rentabilité au détriment du service public et des personnels.»

Débattre, agir pour d'autres choix

«Le Parti Communiste Français estime qu'un débat dans lequel les personnels aient tous leur rôle à jouer, devrait s'engager afin que d'autres solutions soient trouvées.»

Le Premier Ministre expose ses objectifs. Le CNPF dont les intérêts étaient comblés par le programme de privatisation de la droite, exerce une pression maximum pour que la logique des ces dernières années se poursuive.

Mais une autre réalité existe : en juin dernier, une majorité de Français a condamné cette logique de la droite. Et elle a demandé qu'on recherche d'autres solutions.

Cette attente du pays demeure très forte. Les communistes veulent contribuer à ce qu'il y soit répondu. C'est le sens de l'action de leurs ministres, des propositions de leurs parlementaires, de leurs initiatives pour favoriser face à chaque problème posé, l'intervention des intéressés.

Pour décider du présent et de l'avenir de France Télécom, les salariés et les usagers doivent avoir leur mot à dire. Les communistes sont décidés à contribuer à leurs débats et à leurs actions pour que d'autres solutions soient trouvées et s'appliquent.

C'est dans cet esprit que la Fédération de Loire-Atlantique du PCF apporte son soutien à la journée d'action prévue le 30 septembre par plusieurs organisations syndicales.

A l'heure de l'ouverture en bourse de l'entreprise publique, la Fédération de Loire-Atlantique du P.C.F. rappelle que d'autres solutions que l'ouverture du capital doivent être trouvées.

Le 15 septembre, dans un entretien au journal «Le Monde», Lionel Jospin a précisé ses intentions vis-à-vis des entreprises publiques.

«Le maintien dans le secteur public s'impose, indique-t-il, quand l'entreprise exerce son activité avec mission de service public dans un domaine non concurrentiel» ou quand elle est «jugée stratégique». Mais, ajoute-t-il, en citant notamment «l'électronique de défense, l'aéronautique, le transport aérien, les télécommunications» «il peut arriver» que l'ouverture du capital «soit absolument indispensable». Jusqu'à quel point ? «il peut être envisagé, note le Premier Ministre, que les capitaux publics deviennent

minoritaires. Je ne m'y refuserai pas par principe.»

Le journal économique *Les Echos* commente : *«Lionel Jospin n'exclut pas que les ouvertures de capital débouchent, à terme, sur des privatisations.»*

La privatisation n'est pas la bonne réponse

Lors de la Fête de l'Humanité, Robert Hue a exposé l'opinion des communistes :

«La France, a-t-il indiqué, a besoin non pas du démantèlement de ses services publics et des privatisations que la droite avait programmées, mais au contraire d'une relance des services publics, des entreprises publiques, en les modernisant et en les démocratisant afin qu'elles puissent jouer un rôle moteur pour un développement audacieux des atouts du pays.»

«Il faut trouver des réponses neuves à des problèmes nouveaux et souvent complexes.»

FÊTE DE L'HUMA : F

La presse a largement commenté l'événement de rentrée qu'est la Fête de l'Humanité.

«Intense moment d'innovation politique, citoyenne et festive de la rentrée, écrit l'Humanité. Affluence à la mesure des attentes du pays. Des visages nouveaux. Tout un peuple saisi par le désir d'agir pour ce qu'il espère».

«Les chrétiens ont débattu à la Fête de l'Humanité titre La Croix en notant :

«l'heure est à la confrontation et au rassemblement de tous ceux qui veulent «résister».

C'était là l'un des 200 débats «de toute dimension» qui ont parsemé cette fête singulière par son climat (serein et ensoleillé), par l'aspiration visible des participants à s'informer, à comprendre, à y voir plus clair dans la situation inédite que connaît notre pays et à être «ensemble pour réussir».

Toute la presse souligne qu'on a beaucoup discuté à la fête, sans complaisance mais dans le respect et l'écoute mutuelle.

«Les communistes ont appris une chose, écrit Libération : la mutation du Parti Communiste Français - cette modernisation des pratiques du Parti - n'est pas mise en cause. Les militants ont pris l'habitude de discuter, de voter, d'être écoutés. Et là-dessus, nul n'envisage de retour en arrière».

La presse souligne à sa manière le formidable creuset de solidarité, d'échanges et de volonté d'agir, en fait l'aspiration de faire ensemble de la politique, autrement.

Et puis, ce qui apparaît criant à tous les observateurs : la Fête de l'Humanité est la fête des jeunes avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer. Pas si mal pour un parti dont on ne donnait pas cher, il y a quelques années.



En quelques chiffres

La gastronomie

400 m² de toile forment le restaurant qui peut accueillir 200 personnes. Le menu composé de poissons et de fruits de mer a permis de servir :

18 000 huîtres

350 kg de moules

150 litres de soupe de poissons

200 soles meunières

190 kg de langoustines

40 kg de maquereaux

160 kg de crabes

52 kg de palourdes

75 kg de bigorneaux

50 kg de crevettes

le tout «arrosé» de 1 008 bouteilles de Muscadet et 348 bouteilles de Gros Plant.

La politique

32 adhésions au Parti Communiste Français ont été réalisées sur le stand.

22 abonnements découverts à l'Humanité ont été collectés durant le week-end.



La salle de restaurant est largement remplie.

Le stand de Loire-Atlantique a connu un vif succès

Ouvert dès le jeudi soir, les 67 militants qui y ont travaillé, ont su lui donner un caractère accueillant, liant l'aspect gastronomique au politique, celui du débat, de l'échange à la dégustation de fruits de mer et de Muscadet, celui de notre histoire avec l'Exposition sur le 150^{ème} Anniversaire de l'Abolition de l'Esclavage, avec notre présent et notre avenir.

Ce qui a frappé les participants de la Loire-Atlantique qui pour la première fois venaient au stand, c'est cette diversité dans la foule des participants qui entrant dans la Fête passaient devant le stand après avoir traversé la Cité Internationale toute proche.

Beaucoup de jeunes, énormément de jeunes qui communistes ou non, engagés politiquement ou pas se sentaient bien dans cette fête.

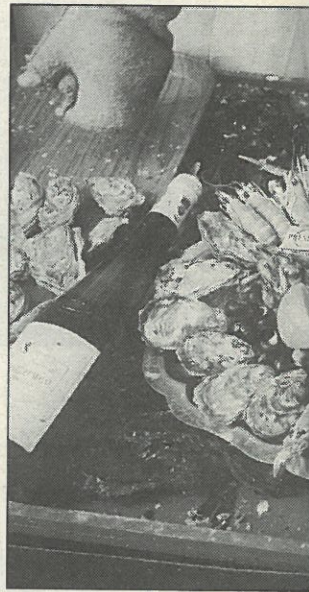
L'un d'entre eux, à la demande d'adhé-

sion au Parti Communiste Français qui lui était formulée, répond simplement par ces mots : «je suis socialiste mais heureux d'être là car je crois que c'est avec vous que nous construirons autre chose pour demain».

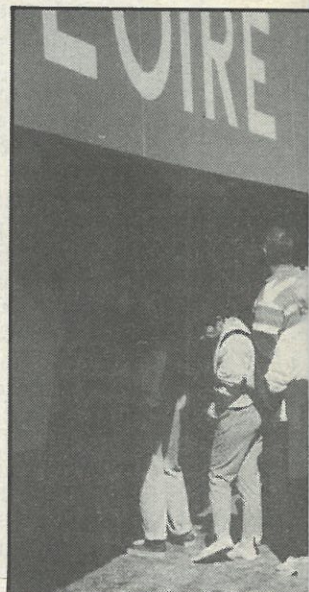
Michel, Jean-Pierre, Arlette, Stéphane et tous les autres camarades qui «vivaient» leur première fête n'en revenaient pas de cette déferlante d'espoir et de détermination qui emplissait les allées de la Courneuve.

«On nous l'avait dit, nous confie Michel, mais quand même, je ne pouvais pas penser que c'était ça, tout ça, c'est difficilement imaginable quand on ne l'a pas vu et vécu».

Peut-être une petite ombre : celle de n'avoir pas pu faire participer plus de personnes de notre département, une question que l'on se propose de reposer l'année prochaine.

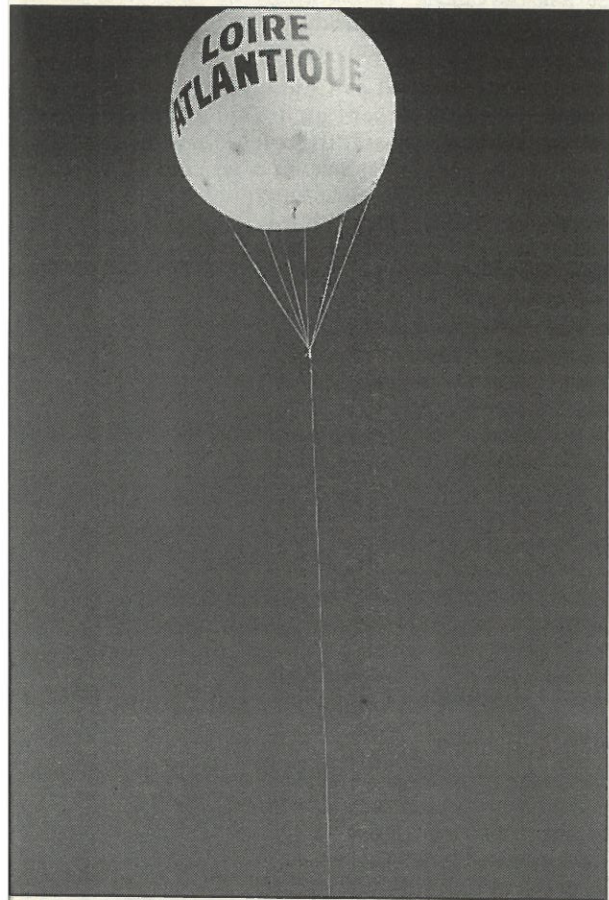


Un des 200 plateaux de fruits

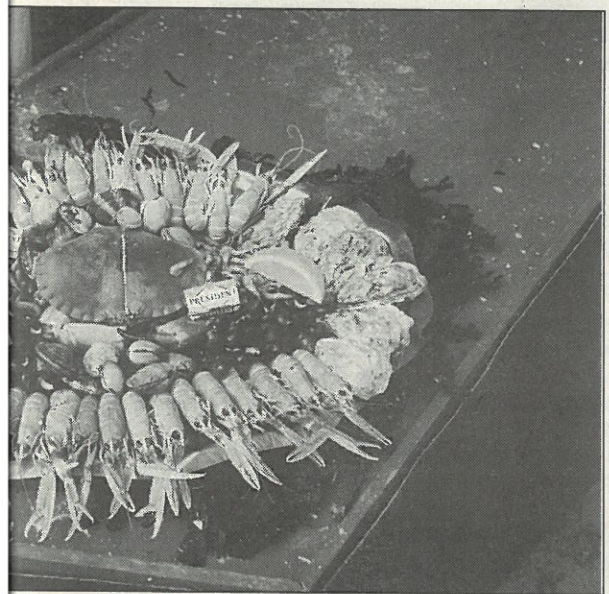


La patience est nécessaire p
Ces quelques moments sero

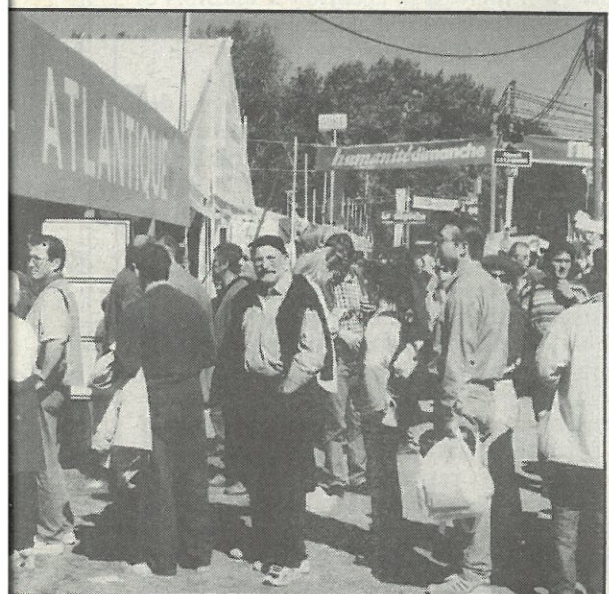
Ensemble pour Réussir



A la sortie de la Cité Internationale, le ballon du stand offre un merveilleux point de repère.



Le mer servis au stand.



Pour établir sa commande. et ensuite largement com pensés.



1848
l'esclavage aboli

L'accueil par la Loire-Atlantique de l'exposition sur le 150ème anniversaire de l'Abolition de l'Esclavage, a fortement marqué la vie du stand.

Moment fort en présence de Jean-Claude Gayssot, Ministre des Transports, de l'inauguration à laquelle participaient Serge Guichard et Gilles Bontemps, membres du Comité National, mais également de nombreuses personnalités politiques et des mouvements africains, notamment le Secrétaire général du Parti Communiste de Guadeloupe.

Echanges, débats lors de la réception après l'inauguration, mais aussi colloque sur les questions de l'immigration, de la coopération et du développement en Afrique.

Cette exposition sera à Nantes lors de la Fête de l'Agglo, les 22 et 23 novembre 1997 à La Trocardière.

Une page d'histoire et de solidarité

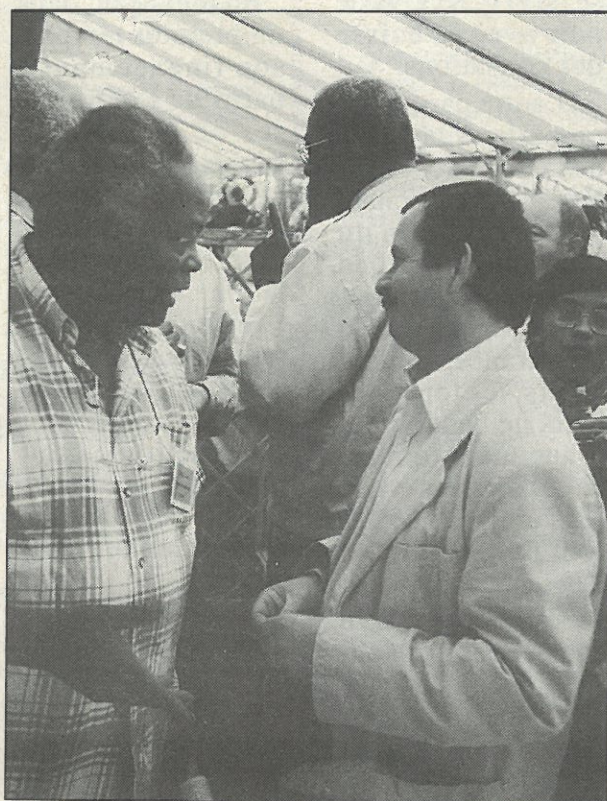


Photo du haut
Gilles Bontemps remercie les participants au vernissage de l'exposition, en présence de Jean-Claude Gayssot.

Photo du milieu
Une vue de la participation à l'inauguration.

Photo du bas
Discussion lors de la réception.

Nous remercions tout particulièrement Raymond Tessier, pour ces photos prises sur la Fête à la Courneuve.

Les enjeux du 10 octobre

A la veille de l'ouverture de la Conférence Nationale sur les Salaires, l'Emploi et la Réduction du temps de travail, les déclarations des uns et des autres vont bon train.

Quand il s'agit de la droite ou du CNPF, nul n'a besoin de s'inquiéter. Ils ont par le passé, montré et démontré leurs intentions : ils sortent les griffes à toute idée d'avancée sociale. Les récentes déclarations du Premier Ministre concernant la réduction du temps du travail interrogent. Que doit-on attendre de cette Conférence ? De quel poids peut peser l'intervention des Salariés ?



Le 10 octobre prochain, comme l'avait annoncé le Premier Ministre dès son arrivée à Matignon, se tiendra une Conférence Nationale sur les Salaires, l'Emploi et la Réduction du Temps de Travail. Chaque partenaire social y va de son couplet. Le patronat menace, et tente de détourner les attentes des salariés pour mieux se retourner contre eux avec notamment la flexibilité, l'annualisation, de nouveaux cadeaux. Le Premier Ministre dans sa déclaration au Monde, du 16 septembre, modifie le sens des déclarations qui étaient les siennes durant la campagne électorale. Il ne parle plus de la même façon des 35 heures, de leur rémunération et précise même que les 35 heures payées 39 seraient une mesure antiéconomique.

Du côté syndical, si chacun s'affirme pour répondre aux revendications exprimées par les salariés les nuances sont tout de même importantes.

Louis Viannet, réaffirme pour la C.G.T. qu'il ne soutiendra aucune mesure qui affaiblirait le pouvoir d'achat par une baisse de salaire et pense qu'il faut faire converger toute une série de mesures concernant les salaires, la facturation du temps de travail, la durée du travail, le financement de la sécurité sociale.

Marc Blondel tente de banaliser cette Conférence, la CFDT par la voie de sa secrétaire générale, Nicole Notat semble «être ouverte» à toute discussion.

Quoiqu'il en soit ce premier grand rendez-vous social du gouvernement

Jospin est et sera important et attendu.

Après l'augmentation du SMIC de Juillet qui n'a pas répondu à ce qu'il aurait été souhaitable de faire pour donner ce coup de pouce nécessaire, y aura-t-il vraiment ce déclic social qui romprait avec les politiques antérieures.

Va-t-elle mettre en œuvre une nouvelle démarche qui consiste à ne pas céder aux marchés financiers, aux forces de l'argent et répondre aux attentes de la population : un pouvoir d'achat renforcé qui augmenterait la consommation populaire et des ménages, une réduction significative du temps de travail à 35 heures sans qu'il n'y ait sous quelque forme que ce soit une incidence sur les salaires, une politique de l'emploi sur des conceptions nouvelles et novatrices, un financement de la sécurité sociale qui fasse payer au même titre que les salariés (14,6 %) Les Communistes sont attentifs à cette situation. L'intervention des salariés avec leurs syndicats est indispensable et nécessaire. Le rôle spécifique du Parti Communiste tenant compte qu'il s'agit

de questions politiques, touchant aux grandes orientations de la politique du pays ne peut être sous estimé.

Les Communistes pensent qu'il faut élargir, amplifier le débat avec les salariés et les citoyens pour contribuer efficacement à leur intervention sur ces grandes orientations.

Il ne s'agit pas de faire, à la place des syndicats, chacun a son rôle et chacun peut contribuer sur la base de ses responsabilités à faire avancer les choses, à rompre avec la politique antérieure, à ouvrir une nouvelle politique sociale et économique.

Pour ce qui est de sa responsabilité, le Parti Communiste entend développer une série d'initiatives concrètes.



Quel financement de la Sécurité Sociale ?

Le gouvernement vient d'annoncer le transfert de la plus grande partie de la Cotisation Salariale d'Assurance Maladie sur la C.S.G.

Celle-ci passerait de 3,4 % à 7,5 %.

Les raisons invoquées sont celles du financement de la Sécurité Sociale par la réduction de la part salariale en élargissant la contribution des revenus financiers.

Les motifs sont légitimes mais les méthodes ne conviennent pas. En effet, il n'y aucune influence sur le déficit de la Sécu puisque la haus-

se de la C.S.G. va de pair avec la baisse des cotisations.

D'autre part, peut-on parler à la veille de la Conférence sur les Salaires, l'Emploi et la Réduction du temps de travail en ces termes du pouvoir d'achat quand les retraités, les chômeurs, les fonctionnaires ne bénéficient d'aucune retombée de ces mesures et que les salaires gagneront un peu plus de 1 %.

Ce qui est grave dans cette décision, c'est que la conception même du financement de la Sécu est modifiée.

En renonçant dans un premier temps à son financement à partir de l'entreprise, on prépare le désengagement croissant du patronat qui pourra consacrer plus d'argent à la spéculation.

Ensuite, en établissant de fait par la fiscalisation, la Sécurité Sociale, ce qui revient à soumettre le droit à la santé pour tous aux aléas politiques du vote annuel des budgets.

Il y a d'autres solutions qui nécessitent un débat national tel que le proposent les Communistes.

La position communiste

«La CSG n'est pas notre tasse de thé», expliquait vendredi dernier, Robert Hue dans un entretien au «Parisien» et il lui opposait «une toute autre réforme du financement de la protection sociale». Parmi les raisons d'hostilité : la mise en cause du système de solidarité, l'étatisation de la protection sociale, l'inscription dans une logique de diminution du coût des dispositions déjà prises par les gouvernements précédents. En effet, la CSG ne fait que taxer certains revenus, mais n'aide pas à créer des recettes nouvelles. Plutôt que de supprimer le système de cotisations, il conviendrait de le transformer afin qu'il incite à la création d'emplois et de richesses supplémentaires en décourageant le parasitisme de la spéculation.

Le P.C.F. propose :

■ La taxation de tous les revenus financiers - des ménages aisés, des entreprises et des institutions financières (1 900 milliards de francs au total) - au même taux que les salaires (14,6 %)

■ Une modulation nouvelle de la cotisation sociale patronale en fonction d'un rapport entre salaires et valeur ajoutée globale - incluant les revenus financiers. Moins les patrons dépenseraient en salaires, plus ils cotiseraient. Favorable à l'emploi et au pouvoir d'achat, cette mesure permettrait par là même une amélioration des recettes de protection sociale.

Cela permettrait d'engager un déclin progressif de la CSG et favoriserait une reprise de la consommation sociale (santé, retraites...).

Ces dispositions dégageraient annuellement un excédent de 17 milliards de francs qui pourrait être utilisé à résorber les 250 milliards de déficit cumulé, et à éviter un recours coûteux aux marchés financiers.

Espaces Citoyens :

Une initiative originale en direction des retraités

Une contribution originale en direction des retraités par les Cahiers Citoyens se met en place sur notre département. Nous avons demandé à J. DUSSEAUX, responsable pour la Fédération des retraités, de nous préciser le sens de cette proposition.

■ NLA : Pourquoi un Cahier du Citoyen en direction des retraités ?



J. DUSSEAUX : Les résultats des élections législatives du mois de juin ont démontré un vif rejet de la droite, de sa politique, et l'expression d'une aspiration plus ou moins confuse, mais bien réelle à des changements dans notre pays.

Ce qui caractérise cette rentrée, ce sont les attentes fortes des gens sur les problèmes essentiels à résoudre tels l'emploi, la fiscalité, le pouvoir d'achat, la sécurité, et la protection sociale.

Des échéances importantes se précisent avec l'emploi-jeunes, le débat budgétaire, les questions de l'immigration, celles de l'insécurité particulièrement dans les grandes cités urbaines, France-Télécom, Air-France, les entreprises publiques et nationales. Même en difficulté, la droite ne désarme pas. Le patronat monte au créneau pour empêcher toutes avancées sociales.

Cette situation nouvelle créée par la volonté populaire reflète également un besoin de participation à la vie du pays.

■ NLA : Qu'attends-tu de ces Cahiers ?



J. DUSSEAUX : Dans ce contexte, les communistes prennent des initiatives à l'échelon national pour innover avec les citoyens et aller plus loin dans le débat, la solidarité, l'action.

Leur participation aux mouvements sociaux de novembre et décembre 1995, l'analyse des résultats des élections législatives, tout démontre que les retraités ne sont pas qu'attentifs à ce qui se passe autour d'eux. Leur démarche, leur réflexion traduisent souci et volonté de vivre autrement en changeant la société telle qu'elle est aujourd'hui.

Faire de la politique autrement, faire que tous ceux qui espèrent en des changements puissent exprimer leur opinion, ont suscité chez les communistes une forme originale d'intervention, d'expression, en créant avec eux des espaces citoyens.

Espaces citoyens dans lesquels le débat, l'information, la solidarité, l'action pourraient trouver une efficacité.

■ NLA : Quelle forme concrète vont prendre ces Cahiers ?



J. DUSSEAUX : Ils se présenteront sous la forme d'un double feuillet que nous allons remettre de la main à la main ou par la Poste à un maximum de retraités de notre département.

Ce feuillet expliquera notre démarche et proposera à chacun de donner son avis, son opinion sur les questions qui le préoccupent en utilisant la place réservée à cet effet.

Bien évidemment cette initiative originale ne viendra pas s'opposer aux rencontres citoyennes qui seront organisées sur le département mais au contraire seront une contribution à leur réussite.

Bientôt dans
tout le
département



Renseignez-vous
auprès de la
Fédération
02.40.35.03.00

l'Unité

■ BRÈVES...

■ H.L.M. : d'autres solutions

Désaccord entre les communistes de la Cité de la Bottière à Nantes et Nantes Habitat sur l'entretien des cages d'escalier dans les collectifs du Pin Sec et de la Bottière.

Jusqu'à présent et comme dans de nombreuses cités, l'entretien incombe aux locataires. La grande majorité le fait mais cependant dans certains endroits la tenue des escaliers pose problème.

Nantes Habitat souhaite que l'entretien des cages d'escalier soit effectué par des sociétés de nettoyage privées qui sont parfois issues d'entreprises d'insertion, solution qui entraînera inévitablement une hausse des charges locatives.

Cette augmentation s'ajoutera à celles déjà existantes et qui pèsent très lourd sur le prix du loyer. Les habitants concernés regrettent qu'aucune concertation n'ait eu lieu.

Les Communistes du quartier proposent une autre solution. En effet, le gouvernement met en place des contrats emplois-jeunes et il serait judicieux d'employer les jeunes et ces cités pour effectuer ces tâches de nettoyage et d'entretien avec la perspective d'être intégrés dans l'effectif de Nantes Habitat au terme de leur contrat. Ce serait un bel exemple d'engagement de cette structure en direction des jeunes.

■ Nantes: maintien du Service Public

Lors du dernier Conseil Municipal de la ville de Nantes, les élus Communistes ont réaffirmé leur volonté que la municipalité nantaise conserve la totalité des missions de service public et d'intérêt général attribuées au personnel municipal.

Suite à une réorganisation du service intérieur qui a, entre autres, la charge des bâtiments communaux, il a été décidé de passer un appel d'offre pour le nettoyage des locaux municipaux.

Dans leur déclaration, au Conseil Municipal, les élus communistes affirmaient « Il n'y a pas d'un côté, des missions fondamentales, car, en lien avec le public... et de l'autre côté, des missions non fondamentales qui seraient assurées par des entreprises privées... ».

Par le Groupe Communiste, le service public doit être maintenu et avoir les moyens d'accomplir sa mission, pour cela, les élus communistes demandent au gouvernement d'inverser la tendance sur le financement des collectivités locales.

Comme le disent, les élus communistes « le choix que doit faire notre municipalité est, selon nous, dû au manque de moyens financiers de notre ville. En effet, depuis de nombreuses années, nous dénonçons le désengagement financier de l'état... ».

Nous sommes disponibles pour engager dès à présent, avec la population, les associations, une action auprès du gouvernement pour exiger des moyens financiers pour les communes ».

■ Port autonome : l'action pour l'emploi

Alors que la direction du Port Autonome se refusait à s'asseoir à la table des négociations, il aura fallu l'action unie du personnel de Saint-Nazaire (la PTA) avec leur syndicat CGT pour que la discussion s'instaure sur les questions d'emploi.

Le résultat ne s'est pas fait attendre, la direction qui revenait sur ses engagements est obligée d'embaucher deux personnes.

Un nouvel exemple que les questions de l'emploi ne se règlent pas sans l'intervention des salariés.

■ Tout neuf et trop petit

Madame le Maire des Sorinières n'a vraiment pas les yeux plus gros que le ventre. L'école de la Tilleulière qui vient d'être remaniée se trouve être trop petite à l'inauguration. Tout laissait à préjuger avant le début des travaux, de la nécessité d'une quatrième classe, comme l'avait mentionné l'élu communiste en Conseil Municipal.

Sous couvert d'économie, Madame le Maire n'a pas voulu engager cette dernière au début des travaux de l'école. Aujourd'hui, devenue obligatoire par le nombre d'enfants, cette quatrième classe se situe dans la bibliothèque évidemment trop étroite et sa construction va devoir s'ajouter à un bâtiment tout neuf.

Le bénéfice devient une perte avec en prime pour les enfants, le bruit pendant les travaux.

Quand en finira-t-on avec ce règne de l'argent qui domine tout ?

Jean-Louis Le Corre intervient auprès des Ministères de l'Environnement et des Transports

La Nationale 171 qui traverse la commune de Trignac (Nantes-St Nazaire) soulève beaucoup de problèmes.

Dans une lettre courant septembre, Jean-Louis Le Corre demande à Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'Équipement et des Transports et à Dominique Voynet, Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement que des dispositions soient prises concernant cette voie à la hauteur de Trignac.

Il rappelle dans cette lettre, l'importance de cette route :

«La présence de ces infrastructures routières entraîne donc un trafic considérable tant particulier que poids lourds.

Réalisée dans les années 1965, la route nationale 171 actuelle est une deux fois deux voies.

Construite à l'origine avec un trafic de 5 000 à 6 000 véhicules par jour, elle supporte, sans aucune protection phonique pour les habitants riverains situés à une dizaine de mètres parfois de l'axe routier, un trafic de 38 000 à 40 000 véhicules par jour (moyenne annuelle) avec des pointes en période pascale et estivale de 45 à 50 000 véhicules par jour dont près de 10 % de poids lourds.

Les prévisions d'évolution de trafic lourd annoncées récemment de 50 à 70 % sur les 10 ou 15 prochaines années, viendraient encore aggraver cette situation».

Pour ensuite, formuler quelques propositions :

«Qu'il s'agisse d'une ou deux fois deux voies ou deux fois trois voies, il faut impérativement assurer le passage de notre commune par un tunnel permettant ainsi d'apporter une réponse, sans doute partielle, mais intéressante pour nos concitoyens.

Pour cette raison, je souhaite pouvoir vous rencontrer, accompagné de notre ingénieur conseil du Bureau d'Études Berim, afin de vous exposer nos propositions et nos avis à propos des orientations des services de l'État».

Après la conférence de presse sur ces questions de l'association Savenaysienne concernant l'aménagement des axes Nantes-Vannes et Nantes-St Nazaire, le dossier autoroutier départemental semble largement ouvert à la discussion et à la concertation.

LIVRES... LIVRES... LIVRES... LIVRES...

«Césariens Mes Frères»

Traduit en ESPERANTO

Il y a quelques années paraissait le premier roman de Michel Prodeau, «CESARIENS MES FRERES», pamphlet anti-raciste un brin provocateur. Abordant un sujet grave délibérément traité avec humour par l'auteur, cet ouvrage parfois controversé sur la forme, semble néanmoins avoir plus séduit que déçu.

Christian Rivière, militant passionné, s'est d'emblée rangé parmi les lecteurs les plus enthousiastes. Au point d'en effectuer une traduction, ou plutôt une adaptation car le langage imagé de Michel Prodeau procurait quelques difficultés pour une transposition littérale. Mais Christian Rivière ne s'est pas contenté de traduire, il a aussi pris en charge l'édition, et «CESARIENS MES FRERES» est désormais disponible en Esperanto depuis Juillet 1997.

C'est le deuxième livre traduit et édité par Christian Rivière dans cette

langue. L'année dernière, il publiait «LA MORT N'OUBLIE PERSONNE», un roman de Didier Daeninckx. Plusieurs autres ouvrages français ont ainsi été traduits et édités en Esperanto par d'autres personnes, parfois des auteurs eux-mêmes. L'intérêt de cette entreprise n'est pas négligeable. Il donne à notre littérature, même modestement, la possibilité de franchir les frontières et les barrières linguistiques.

L'Esperanto, en effet, est une langue universelle, forte de centaines de milliers d'adeptes de par le monde. Créé il y a plus d'un siècle par L. Zamenhof, médecin polonais, l'Esperanto (l'espoir), recommandé par l'UNESCO à ses états membres, est aujourd'hui enseigné dans 116 universités de 23 pays et utilisé couramment par plus de vingt radios nationales. Cette forme d'expression ne se donne pas l'ambition de supplanter les autres

langues, mais s'offre comme un moyen secondaire de communication entre les hommes à l'échelle planétaire selon une maxime pleine de générosité utopique : «Hors de l'unité, la TERRE est condamnée car elle n'est qu'un seul pays. Commençons par apprendre la langue UNIVERSELLE». Ce qu'en langage littéraire, l'écrivain Maurice Genevois, membre de l'Académie Française, définit en ces termes : «L'Esperanto n'est pas du tout une langue uniforme, une langue robot, mais au contraire une langue naturelle et souple. L'Esperanto est en mesure d'exprimer les nuances les plus subtiles de la pensée et du sentiment».

Cette édition en Esperanto est disponible auprès de Christian Rivière, 7 Chemin de la Viollerie, 44300 Nantes (60 francs + port 8 francs).

Aux chantiers comme dans le pays, il faut une autre logique

Face aux inquiétudes devant le manque de commandes, les salariés des chantiers ont massivement débrayé à l'appel de toutes les organisations syndicales qui avaient été reçues la veille par les Ministres de l'Industrie et des Finances

A nouveau, le débat porte sur les aides pour la Construction navale, pour l'immédiat afin d'assurer les constructions de deux nouveaux navires. Cette commande permettrait en effet le maintien du plan de charge, donc de l'emploi.

Aujourd'hui, Quirats et lois Pons pour la défiscalisation des investissements, hier aides publiques à la construction ou à l'armement, directives européennes limitant les aides, accord OCDE signé, pas signé, autant de discussions auxquelles les communistes ont toujours participé, avec pour démarches constantes : la France a besoin d'une construction, réparation navale, d'une flotte de commerce répondant aux besoins du pays, par les échanges nationaux et internationaux mutuellement avantageux.

C'est dans cet esprit que les aides publiques doivent servir l'emploi, le développement humain et non pas la rentabilité financière.

Un débat dans lequel les communistes des Chantiers, du Département entendent être force de proposition et d'initiatives afin de contribuer à la mise en œuvre de solutions durables débouchant sur la création d'emplois.

NÉCROLOGIE

Les Nouvelles de Loire-Atlantique adressent à Pierre, à Marie-Françoise et à tous les enfants Le Berche, leurs plus sincères condoléances suite au décès de la mère de notre camarade Pierre.

«NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE»
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes
Commission Paritaire N° 52987
R.C.S. Nantes - N° SIRET 32151228700012 - Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Yannick CHENEAU
Associés à parts égales :
MM. M. PRODEAU, J.-C. GIRAUD
PUBLICITÉ : Tél. 02.40.48.56.36
RÉDACTION : Tél. 02.40.35.03.00 - TÉLÉCOPIE : 02.40.48.65.76
Imprimerie Marcel Delhommeau
85310 LA CHAIZE LE VICOMTE - Tél. 02.51.05.81.50
B.P. 406 - 85010 LA ROCHE SUR YON CEDEX

LE CLUB AFFAIRES RENAULT

Septembre :
tiers provisionnel,
mais Clio Chipie

à partir de 50 600 F*



Club Affaires Renault. On en fait plus pour que vous dépensiez moins.
*pour l'achat d'une Clio Chipie 1.2 l. 3 portes, AM 98, au prix conseillé de 62 600 F, bénéficiez de 12 000 F s'ajoutant à la reprise de votre ancien véhicule aux conditions générales Argus. Offre non cumulable.

RENAULT SAINT-NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
Concessionnaire

TRIGNAC AUTOMOBILES
Agent

380, route de la Côte d'Amour - Océanis
ST-NAZAIRE ☎ 02 40 17 20 20

Zone Commerciale Auchan
TRIGNAC ☎ 02 40 90 40 54